



Sans grande surprise, les plafonds de dépenses...

ESPACE PRESSE | Publié vendredi 21 juillet 2023 / par Hélène Fauvel

Sans grande surprise, les plafonds de dépenses pour 2024 dans le prochain projet de loi de finances (PLF) devront suivre les engagements prévus par le programme de stabilité 2023-2027.

Le gouvernement annonce une baisse des dépenses de l'ordre de 4,2 M^{ds} dont notamment la fin du bouclier tarifaire sur l'énergie (-14 M^{ds}) et la fin progressive des mesures de sortie de crise telles que celles dédiées au plan de relance.

Si les ministères régaliens (Justice, Intérieur, Défense) sont épargnés par les lois de programmation pluriannuelles, certains ministères devront encore se serrer la ceinture, comme celui de l'économie et des finances ou bien du travail, avec une forte probabilité de baisse sensible de leurs effectifs d'ici 2027, au détriment des missions de services publics et des usagers.

Force ouvrière rappelle que l'État a réalisé des économies substantielles sur le dos des fonctionnaires avec des revalorisations indiciaires bien inférieures à l'inflation en 2022 (3,5%) et 2023 (1,5% et 5 points d'indice au 1/01/24) effaçant les progression des grilles et rendant encore moins attractive les carrières de la Fonction publique !

L'augmentation des fonds consacrés à la transition écologique de 7 M^{ds} paraît, par ailleurs, bien insuffisante au regard des objectifs européens. En effet, aucune mesure d'envergure n'apparaît pour répondre aux changements cruciaux des modes de production et de consommation pour atteindre les objectifs de décarbonation d'ici 2030. Il sera compliqué de protéger les plus précaires et les consommateurs, de surcroît, dans un contexte inflationniste (hausse des coûts de l'énergie, de l'alimentation, accès aux véhicules propres, passoires thermiques ...) avec une telle orientation budgétaire.

Ainsi, après des contre-réformes sociales injustes et brutales en 2023, l'exécutif s'oriente vers de nouvelles coupes budgétaires afin d'atteindre son objectif de baisse du déficit public à moins de 3 % du PIB en 2027, conformément aux promesses actées dans le Pacte de stabilité transmis à Bruxelles !

HÉLÈNE FAUVEL

Secrétaire confédérale au Secteur de l'Economie et du Service Public